

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 17 mai 2023

Monsieur Daniel St-Amour
Directeur général
Conseil cri de la santé
et des services sociaux de la Baie James
Case postale 250
Chisasibi (Québec) J0M 1E0

Monsieur le Directeur général,

En suivi de vos lettres du 16 février et du 17 mars derniers, nous vous informons qu'une rencontre a eu lieu le 9 mai 2023 entre nos équipes afin de nous assurer de la compréhension commune pour l'implantation de la Loi 5, Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (Loi 5).

En effet, lors de notre envoi du 27 février dernier, une erreur s'est glissée dans le contenu de la lettre. Les informations de la lettre visaient les nations non conventionnées et non la nation crie qui est conventionnée. Une rectification, à cet égard, a été apportée lors de la rencontre par le ministère de Santé et des Services sociaux (MSSS).

De plus, nous vous confirmons qu'une nouvelle rencontre sera planifiée au courant du mois de juin afin de discuter de l'évolution de l'implantation de la Loi 5. Au cours des prochaines semaines, une analyse des demandes que vous nous avez formulées dans les deux lettres précitées sera réalisée. Nous croyons que cette analyse nous permettra d'identifier certaines pistes de solutions potentielles, en lien avec l'accès aux renseignements de santé que nous vous soumettrons pour discussion.

Toutefois, il est important de souligner que le MSSS ne peut s'engager quant aux conclusions de l'analyse qui, soyez assuré, sera menée avec la plus grande attention.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,



Marc-Nicolas Kobrynsky
c. c. M. Daniel Desharnais, MSSS

N/Réf. : 23-PP-00019-01